

# LA FORCE DE LA PAIX



ONUCI

Côte d'Ivoire

Volume 3 - N°0014

Février 2012



Débarquement du matériel électoral

## Avançons sur la route de la paix

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION  
« LA FORCE DE LA PAIX »

SUR LE SITE

[www.onuci.org](http://www.onuci.org)

## Elections législatives : en attendant la certification finale de l'ONUCI

Les électeurs de 12 circonscriptions du pays étaient appelés aux urnes le 26 février pour désigner leurs représentants à la prochaine législature. Les résultats dans onze d'entre elles avaient été invalidés pour non-conformité avec la loi électorale. Quant à la douzième circonscription, le scrutin n'avait pu y être organisé, à cause du décès de l'un des candidats à la députation.

De l'avis de la plupart des observateurs, mais aussi du personnel de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire déployé sur le terrain, les opérations de vote se sont généralement déroulées dans le calme.

Cela ne doit pas faire oublier les douloureux événements survenus à Bonon ou les incidents notés dans la commune de Facobly.

Sur les violences à Bonon qui ont entraîné mort d'homme, le Commandant de la Force de l'ONUCI, dépêché sur les lieux par le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Côte d'Ivoire pour enquêter, s'est voulu ferme : « nous irons jusqu'au bout pour mieux comprendre les circonstances

de l'attaque et connaître les auteurs de cet acte », a indiqué le Général Gnakoudé Béréna.

L'ONUCI espère que la justice ivoirienne fera son travail pour que les personnes reconnues coupables de cette forfaiture soient punies, conformément aux lois en vigueur.

A cause de la disparition d'urnes et d'autres incidents de nature à entacher la consultation, la Commission électorale indépendante (CEI) s'est vu dans l'impossibilité de proclamer les résultats dans ces deux circonscriptions.

De fait, ce n'étaient pas les seuls couacs notés lors des préparatifs et du scrutin lui-même. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders, avait déploré le déséquilibre dans la couverture médiatique des activités des candidats, cinq jours après l'ouverture de la campagne électorale pour les élections législatives partielles du 26 février 2012.

Toutefois, ces manquements ont été vite corrigés, de l'avis même du Représentant spécial. « La faible couverture

médiatique des premiers jours de la campagne électorale, a été rattrapée et l'équilibre médiatique rétabli », a indiqué M. Koenders.

Les élections partielles terminées, les procès-verbaux sont actuellement entre les mains de la CEI qui va décider en toute souveraineté et en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, de proclamer les résultats provisoires.

Le Représentant spécial Bert Koenders avait déjà procédé à la certification partielle du scrutin du 11 décembre, à la suite de la validation par le Conseil Constitutionnel des résultats dans 205 circonscriptions électorales. Le même procédé sera suivi pour ces élections partielles pour la certification finale.

En attendant l'enquête sur les incidents de Bonon et de Facobly et la décision des cinq sages de l'institution concernant le scrutin du 26 février, l'ONUCI, tout en déplorant ce qui s'est passé dans les deux villes, appelle une fois encore, les acteurs politiques à la retenue afin de permettre à la Côte d'Ivoire de passer en douceur l'une des toutes dernières étapes pour le retour à une vie constitutionnelle normale.



# Faites entendre votre voix



Nations Unies

Directeur de publication : **Hamadoun Touré**  
 Rédacteur en Chef : **Malick Faye**  
 Coordinatrice : **Rosamond Bakari**  
 Graphiste Designer : **Jean Brice N'doli**  
 Illustrations : **Serge Assain Aliké**  
 Crédits photos : **Esteve Patricia, Basile Zoma et Macline Hien**

Publié par le Bureau de l'Information publique -  
[www.onuci.org](http://www.onuci.org)  
 Copyright\* « La Force de la Paix » 2011  
 Tous droits réservés



Ensemble pour la PAIX

# CERTIFICATION PARTIELLE DES ELECTIONS LEGISLATIVES PAR BERT KOENDERS

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders, a procédé, vendredi 16 février 2012, à la certification partielle des élections législatives du 11 décembre 2011. Le chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a certifié le scrutin dans 193 circonscriptions électorales : 138 dont les résultats n'avaient pas fait objet de contestations, et 55 autres qui ont vu leurs résultats confirmés par le Conseil constitutionnel.

« Je suis [...] en mesure de garantir que toutes les conditions nécessaires à la tenue d'élections ouvertes, libres, justes et transparentes sont réunies à toutes les étapes des élections législatives dans ces 193 circonscriptions, conformément aux normes internationales et aux critères arrêtés d'un commun accord », a dit M. Koenders le 17 février 2012, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONUCI à Abidjan.

Le scrutin législatif avait été organisé le 11 décembre 2011 dans 204 des 205 circonscriptions de Côte d'Ivoire, après avoir été reporté dans une circonscription, suite au décès d'un des candidats de cette localité. M. Koenders a noté que « dans la plupart des circonscriptions électorales, les élections ont eu lieu dans un environnement globalement sécurisé. » La présence d'un dispositif sécuritaire mis en place par le Gouvernement et comprenant les éléments des Forces républicaines de la Côte d'Ivoire (FRCI), de la gendarmerie et de la police ivoiriennes, appuyés par l'ONUCI et la Licorne a également contribué à cet environnement, a-t-il ajouté.

Le personnel civil et militaire de l'ONUCI dépêché dans les différentes circonscriptions électorales ainsi que les observateurs nationaux et internationaux ont relevé des manœuvres d'intimidation et autres actes de violence commis pendant la campagne électorale et le jour du scrutin. « Ces incidents sont graves mais restent toutefois isolés et concernent un nombre infime de circonscriptions électorales », a dit M. Koenders.

Après le scrutin, le Conseil Constitutionnel a enregistré et traité 110 requêtes relatives à 66 circonscriptions, alors que les résultats pour les 138 autres n'ont pas été contestés. Le Conseil a confirmé les résultats proclamés par la Commission électorale indépendante (CEI) pour 55 des 66 circonscriptions. Dans les autres, les résultats ont été annulés, ce qui rend nécessaire la tenue de nou-

velles élections dans ces localités.

Conformément à la résolution 1765 (2007) du Conseil de sécurité des Nations Unies,

Le Représentant spécial des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire tire son mandat de certificateur de la Résolution 1765 (2007) du Conseil de sécurité des Nations Unies et des résolutions qui l'ont suivie. C'est ainsi que la résolution 2000 (2011) stipule que « le RSSG devra garantir que toutes les



Bert Koenders certifiant les élections législatives partielles © UN/ONUCI

conditions nécessaires à la tenue d'élections ouvertes, libres, régulières et transparentes sont réunies à toutes les étapes des élections législatives à venir, conformément aux normes internationales et aux critères arrêtés d'un commun accord», comme l'a rappelé Koenders lors de la conférence de presse.

« Pour la certification du processus des élections législatives, j'ai attentivement suivi et évalué les différentes étapes, y compris l'établissement de la liste des candidats, l'accès des candidats aux médias d'Etat, le scrutin, les opérations de dépouillement des votes, la proclamation des résultats par la Commission électorale indépendante (CEI) et le règlement des contentieux par le Conseil Constitutionnel », a-t-il dit.

La certification s'est faite sur la base de cinq critères-cadre : la paix ; l'inclusion, les mé-

dias d'Etat, la liste électorale et les résultats.

Se référant au premier critère, le Représentant spécial a noté que les élections « se sont déroulées dans un climat de paix, bien qu'il y ait eu des incidents ». Sur le plan de l'inclusion, il a jugé que « le processus électoral a inclus, pour le vote, tous les citoyens remplissant les conditions pour être électeurs, et pour la candidature, toute personne éligible. »

Si la couverture du processus électoral par les médias d'Etat comportait au départ des lacunes, la faible couverture médiatique des premiers jours de la campagne électorale, a été rattrapée et l'équilibre médiatique rétabli, selon M. Koenders. En ce qui concerne la liste électorale, il a noté que « les autorités ivoiriennes ont choisi de confirmer la liste électorale déjà arrêtée ». Faisant référence aux résultats, le chef de l'ONUCI a souligné que « le processus électoral dans les 193 circonscriptions a été dans son ensemble, libre, équitable et transparent. »

« A ce stade, ma conclusion principale est que ces élections constituent un pas important dans l'enracinement démocratique », a dit M. Koenders. « Je me félicite que le peuple ivoirien, dans sa majorité, après la crise de l'année passée, ait pu user de son droit de vote dans le calme et dans un environnement apaisé.

« Beaucoup reste à faire », a-t-il dit avant de révéler qu'il prendrait contact avec les autorités gouvernementales et les institutions concernées « afin de tirer les leçons appropriées de l'exercice qui vient de s'achever pour gérer au mieux les élections partielles qui s'annoncent ». Il a également indiqué qu'il continuerait de faire appel, auprès des candidats et des partis politiques, à leur sens de responsabilité et au code de bonne conduite, et qu'il demanderait aux médias des efforts supplémentaires pour que toute source de contentieux soit évitée.

Pour M. Koenders, les défis importants pour le reste du processus électoral seront « les procédures, la communication et la sensibilisation ainsi que la participation de toutes les tendances politiques au jeu démocratique ». Sa priorité, a-t-il expliqué, « sera d'examiner ces questions cruciales avec tous les acteurs concernés et de revitaliser le dialogue politique dans le pays. »

Kenneth Blackman

# L'ONU CI APPUIE L'ORGANISATION DES LÉGISLATIVES PARTIELLES

Des élections législatives partielles ont été organisées en Côte d'Ivoire, le 26 février dans 12 circonscriptions. Le scrutin s'est déroulé dans 11 d'entre elles où les élections avaient été annulées par le Conseil constitutionnel. La 12ème circonscription est celle de Logoualé où le vote n'avait pas pu avoir lieu à cause du décès d'un des candidats.

L'ONU CI, comme lors de la consultation du 11 décembre 2011, a pu fournir un appui logistique, technique et sécuritaire à la Commission électorale indépendante (CEI).

La mission a ainsi joué un rôle primordial dans la distribution du matériel sensible et non sensible, tels que les urnes, les isoaloirs, les listes, les bulletins de vote, les formulaires de procès-verbaux, l'encre indélébile et le transport des procès-verbaux sur Abidjan à la fin des opérations.

Cet appui logistique a été possible grâce à un effort concerté entre la mission et ses partenaires. C'est ainsi que pour aider la CEI à transporter le matériel électoral dans les 12 circonscriptions électorales à travers le pays, des avions et des véhicules de la mission ont été mobilisés. Les agences de l'ONU, telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des Nations Unies pour l'appui aux projets (UNOPS), se sont chargées du transport du matériel électoral des commissions locales aux centres de vote.

Parmi les raisons données par le Conseil constitutionnel pour expliquer l'annulation de certains résultats des élections législatives du 11 décembre 2011, figurent la violence lors du scrutin, les intimidations des électeurs, le vol des urnes et d'autres irrégularités commises lors du décompte final.

Pour toutes ces raisons, il était important pour l'ONU CI de surveiller plus étroitement et de manière concertée, les opérations de vote que tout comme lors de la consultation du 11 décembre. Ceci, pour éviter que de tels manquements se répètent.

L'ONU CI a ainsi déployé 117 équipes intégrées de suivi, à raison de 2 personnes par équipe pour veiller au déroulement normal du scrutin dans près de 640 centres de votes (1011 bureaux de vote) dans les douze circonscriptions.

Chaque équipe a reçu comme instructions de suivre le déroulement du scrutin dans



Collecte du matériel électoral © UN/ONU CI

6 centres de vote, avec comme tâches de remplir un questionnaire sur, entre autres, le niveau de sécurité dans les lieux de vote, sur la présence des représentants des candidats, l'heure d'ouverture des bureaux de vote, le taux de participation et les difficultés répertoriées. Toutes ces informations ont été transmises par téléphone au Centre d'Appel de l'ONU CI établi pour la circonstance. Une fois les informations collectées, elles ont été enregistrées sur une base de données sur les élections par une équipe mise sur pied à cette fin.

L'enregistrement sur ordinateur des informations fournies par les équipes de suivi de l'ONU CI a permis à la mission d'avoir une photographie préliminaire du déroulement du scrutin dès la fermeture des opérations de vote. Qui plus est, cette opération est un des outils nécessaires à la certification par l'ONU CI des résultats des élections.

En plus du suivi du vote par les équipes intégrées de l'ONU CI, la Mission a aussi organisé le transport par avion des membres du corps diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire sur cinq axes, afin que ces derniers puissent observer le déroulement du scrutin. Ces vols « VIP » sur lesquels avaient pris place le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders et ses deux adjoints, ont permis aux délégations de se rendre dans 11 des 12 circonscriptions électorales où les élections avaient lieu. Ceci a également aidé à pallier l'absence d'observateurs internationaux lors de la consultation du 26

février. Une absence indépendante de la volonté de l'ONU CI.

Comme lors des élections du 11 décembre, un Centre intégré des Opérations (JOC) a été mis sur pied avec pour tâche de suivre et rapporter toutes les informations relatives au processus électoral. Une « ligne rouge » a également été créée pour recueillir les plaintes et les réclamations des candidats ou de leurs partisans.

Cependant l'appui le plus visible de l'ONU CI a été fourni sur le plan sécuritaire. Les forces onusiennes ont ainsi sécurisé le transport des urnes et des résultats et dissuadé les assaillants de voler le matériel électoral.

C'est ainsi qu'une attaque contre les casques bleus qui transportaient les résultats a été déjouée à Bonon, grâce à la vigilance des soldats de la Force de l'ONU CI. Il faut signaler que la sécurisation du vote a été possible grâce à la collaboration avec les forces de sécurité ivoiriennes.

En conclusion, on peut dire que les élections du 26 février se sont déroulées dans un environnement apaisé, en dépit de quelques menaces et deux incidents malheureux à Bonon et à Facobly.

Le Représentant spécial va certifier très prochainement le scrutin, à la suite du Conseil Constitutionnel. Une opération nécessaire pour juger ou non de la crédibilité et de la sincérité de la consultation.

Leslye Oquendo-Thomas

# LE CHEF DE L'ONU CI VISITE L'UNITE ANTI-RACKET, LES ECOLES DE POLICE ET DE GENDARMERIE IVOIRIENNES

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders a effectué mardi 14 février 2012, une visite de terrain chez les partenaires de la police et de la gendarmerie ivoiriennes.

En compagnie du chef de la Police de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (UNPOL), le Commissaire Jean-Marie Boury, M. Bert Koenders, a visité l'Unité de Lutte Contre le Racket (ULCR), le centre de formation de l'école Natio-

nelles de Police et les Bureaux de la Police onusienne basés au sein de l'Ecole de Gendarmerie.

Le chef de l'ONU CI a également mis l'accent sur la nécessité de former une nouvelle génération de gendarmes et de policiers, d'autant que la question de la réforme du secteur de la sécurité est de plus en plus évoquée. « Je suis fier du travail qui a été fait et on peut constater une avancée dans la collaboration entre les Nations Unies et les Institutions du pays pour moderniser et renforcer les

capacités. Je salue aussi la formation sur les méthodes anti-racket, mais je déplore le fait que les moyens ne soient pas suffisants et je souhaite qu'ils puissent disposer de plus de mobilité », a indiqué M. Koenders.

A l'école de Police, les stagiaires sont formés aux bonnes pratiques et à une gestion plus moderne des cas. Selon le Commissaire Abdounasir Awalé, responsables de la Section Réformes, Restructuration et renforcement des capacités à l'ONU CI il s'agit de « les mettre au même niveau de formation, former ou renforcer les capacités des formateurs et faire le suivi de ces formations. On leur apprend la pédagogie, la communication, les nouvelles méthodes de transmission d'informations ».

A l'issue de la visite à l'Ecole de police qui a pu voir les stagiaires en action, le premier responsable de cette institution le Général Brou Yao Alain a salué la collaboration et l'appui multiforme de l'ONU CI. « L'UNPOL renferme beaucoup d'expertise et nous, Police ivoirienne, avons besoin de cette expertise pour redorer notre image de marque », a-t-il déclaré.

Tout comme il l'avait fait à l'Ecole de Police, lors de la dernière étape de cette tournée, M. Koenders a visité les locaux de UNPOL qui y sont installés en vue de faciliter la liaison avec l'ONU CI. Le Directeur de l'Ecole de Gendarmerie qui a lui aussi salué cette avancée dans les relations avec l'ONU CI, a tenu à remercier l'Institution onusienne pour son appui. « L'ONU CI a permis à la Côte d'Ivoire de sortir de cette guerre désastreuse et d'en limiter les dégâts », s'est-il réjoui.

Dans ces deux écoles des présents ont été remis au chef de l'ONU qui a assuré que la mission serait toujours disponible pour accompagner le processus de paix en Côte d'Ivoire.

Marie-Mactar Niang



Le chef de l'ONU CI s'adressant aux gendarmes et policiers © UN/ONU CI

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION  
« LA FORCE DE LA PAIX »

SUR LE SITE

[www.onuci.org](http://www.onuci.org)

# LA MINUL, L'ONU CI ET LE SYSTEME DES NATIONS UNIES RENFORCENT LEUR COLLABORATION POUR FAIRE FACE A LA SITUATION HUMANITAIRE A LA FRONTIERE ENTRE LA COTE D'IVOIRE ET LE LIBERIA

Une délégation composée par des représentants de la MINUL (Mission des Nations Unies au Liberia), l'ONU CI (Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire), le Système des Nations Unies (SNU) et des ONG internationales, a effectué du 7 au 9 février 2012 une mission d'échanges d'information Liberia - Côte d'Ivoire dans l'ouest ivoirien dans le cadre de la gestion post-crise et dans le but d'améliorer la collaboration transfrontalière.

Selon le Chef du Sous-bureau OCHA de Man, Salima Mokrani, cette mission d'échanges d'information avec les collègues du Liberia a été organisée, en vue d'améliorer la coordination des actions et préparer le retour de la population ivoirienne réfugiée au Liberia.

A Zouan-Hounien, la délégation a échangé avec le Préfet du département, Bruno Yao Kouassi. Au cours de la rencontre, M. Yao Kouassi a souligné que le déploiement de l'autorité civile et le retour des institutions ivoiriennes depuis la fin de la crise, a redonné confiance aux populations. Il a estimé que la présence des forces onusiennes, des forces de sécurité et de l'ordre ivoiriennes dans le département de Zouan - Hounien, aide à encourager les populations et les réfugiés à revenir dans leurs zones d'origine. Le Préfet Yao Kouassi a indiqué que plus de 70 % de réfugiés avaient regagné leur pays depuis. « Je suis très content que le Système des Nations Unies, l'ONU CI et la MINUL collaborent ensemble en ce qui concerne la situation humanitaire et des réfugiés dans les zones frontalières des deux pays (Côte d'Ivoire - Liberia) », a-t-il dit.

A Man, la délégation du Liberia a participé à une rencontre d'échanges avec la communauté humanitaire sur les défis et les possibilités de collaboration entre les deux pays.

La délégation s'est ensuite rendue dans la région du Moyen-Cavally, à Duékoué et Guiglo précisément. Dans ces deux villes,



Représentants de la MINUL et de l'ONU CI en pleine séance © UN/ONU CI

elle eu des échanges avec les autorités préfectorales, les chefs de services étatiques, les chefs traditionnels et religieux et le commandement du bataillon marocain (MORBATT) sur la situation humanitaire et sécuritaire, les besoins et contraintes. La délégation a pu aussi visiter le site des personnes déplacées internes (PDI) de Nahibly (Duékoué).

Au cours d'échanges avec les PDI, celles-ci ont insisté sur les contraintes sécuritaires, les conflits fonciers et les difficultés d'accès aux plantations qui constituent à leurs yeux les défis majeurs au retour massif des déplacés de ce site dans leurs lieux de résidence habituelle.

La délégation a achevé sa mission à Bolequin et à Toulepleu par la visite du village de Doké, une localité située sur l'axe Bolequin- Péhé-Toulepleu, où elle a pu échanger avec les populations et les autorités préfectorales de Toulepleu sur la situation sécuritaire, l'éducation, l'agriculture et le retour de réfugiés ivoiriens.

Il faut noter qu'une évaluation sur la stabilisation, la sécurité alimentaire et le relèvement a été aussi lancée en janvier 2012 pour étudier non seulement les menaces

et les défis en matière de sécurité, mais aussi pour utiliser la sécurité alimentaire comme moyen de recherche de solutions aux besoins engendrés par les mouvements transfrontaliers (Liberia et Côte d'Ivoire) à cause du conflit.

Au cours de cette visite, des recommandations issues de cet échange ont été faites. Il s'agit entre autres, de faire du plaidoyer pour amener le gouvernement à prendre le leadership de la sensibilisation au retour durable dans la sécurité et la dignité, de renforcer un large partage d'informations entre les communautés humanitaires des deux pays (notamment sur la situation humanitaire, la sécurité/risques/menaces), d'une part, et avec les bénéficiaires (réfugiés, déplacés, retournés, familles d'accueil) et d'autre part, par l'échange systématique des rapports, des évaluations, des profils de zones.

D'autres recommandations ont été aussi retenues. Il s'agit d'harmoniser les stratégies entre les équipes humanitaires des deux pays, de mettre en place des activités programmatiques conjointes entre les communautés humanitaires du Liberia et de la Côte d'Ivoire et d'accompagner la résolution des problèmes fonciers.

*Almudena Martinez Garcia, Josias Niando Akossi*

# A L'ISSUE DE SEMINAIRES ORGANISES A LEUR INTENTION PAR L'ONU CI, DES RADIOS PRIVEES NON COMMERCIALES S'ENGAGENT A JOUER UN ROLE DANS LA COHESION SOCIALE ET LE DEVELOPPEMENT LOCAL

Deux séminaires de formation ont été organisés par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), du 15 au 16 février à Korhogo avec les radios privées non commerciales des régions du Poro, du Tchologo, du Bounkani, de la Bagoué, du Guémon, du Tonkpi, du Haut-Sassandra et du Béré et du 28 au 29 février avec celles du Cavally et du Guémon à Duékoué

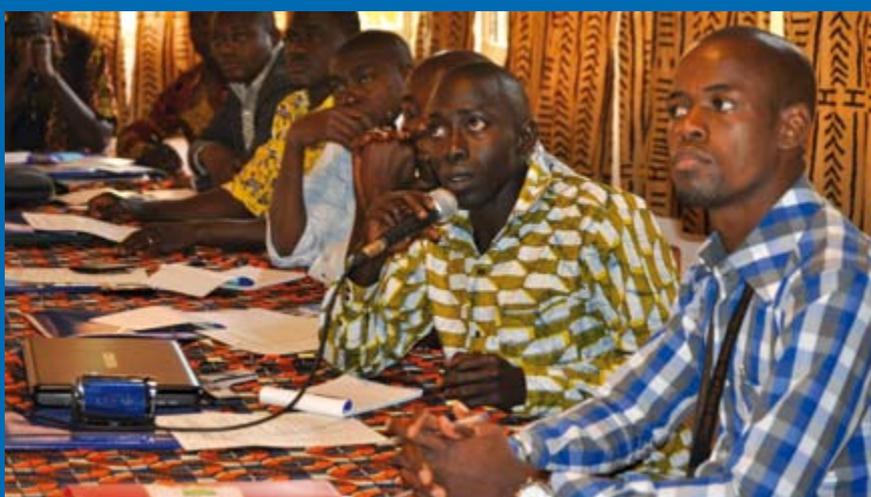
Conformément au mandat de la Division de l'Information publique qui est de soutenir un des partenaires de la Mission, à savoir la presse, le thème de ces séances de formation portait sur la contribution des radios privées non commerciales à la cohésion sociale et au développement local. Ces ateliers visaient en outre à renforcer les capacités des animateurs et des journalistes.

A Korhogo, le chef de la délégation de l'ONUCI, Munda Baruti, de la Division de l'Assistance électorale (DAE), s'est félicité de la contribution des participants à travers leurs interventions, leur détermination et leur motivation, qui ont, selon lui, permis le succès de ce séminaire.

« Pour l'ONUCI, vous êtes des acteurs clef de la vie sociale, économique et politique de la Côte d'Ivoire. Alors, il vous revient de mettre en œuvre les leçons apprises tout au long de ce séminaire. Cela vous aidera à contribuer pleinement au processus de réconciliation nationale, au renforcement de la cohésion sociale et au développement local pour le bien-être des populations », a indiqué M. Baruti.

Quant au président de l'Union des Radios de Proximité de Côte d'Ivoire (URPCI), Karamoko Bamba, il a exprimé toute sa gratitude et sa reconnaissance à l'ONUCI qui depuis quelques années, soutient les radios

par des formations, des réhabilitations et des équipements. « Nous assurons l'ONUCI que les radios locales seront toujours à la disposition des populations et qu'elles vont poursuivre leur mission de communication



Les Radios privées non commerciales sont appelées à jouer un rôle majeur pour la cohésion sociale © UN/ONUCI

sociales, de sensibilisation afin de mieux répondre aux préoccupations des différentes communautés », a-t-il indiqué.

Au terme de ce séminaire, les participants se sont engagés notamment à appuyer toutes les initiatives de développement local et à produire des émissions thématiques sur la cohésion sociale, la réconciliation nationale, la sécurité et le développement local.

Concernant les recommandations, les participants ont souhaité que l'ONUCI leur facilite le partenariat avec les acteurs du Système des Nations Unies (SNU) impliqués dans le développement local et que la Mission initie des formations pour les animateurs en langues nationales.

Par ailleurs, les apprenants ont demandé que la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) procède à la régularisation des radios privées non commerciales qui en ont fait la demande et que l'Etat de Côte d'Ivoire crée un fonds spécial d'appui aux radios privées non commerciales à travers l'URPCI.

A Duékoué, l'atelier qui portait sur « La contri-

buton des médias et de la société civile au renforcement de la cohésion sociale, de la réconciliation nationale, de la reconstruction et du développement locale », a été animé par Ladjji Sidibé de l'Unité suivi et développement des médias de la Division de l'Information publique et Michèle Wabo de la Section des Affaires civiles.

Deux sous-thèmes étaient proposés aux participants « Prévention-gestion et règlement des conflits : principes et dynamique » et « médias et participation citoyenne pour la relance de l'économie locale », ont marqué les travaux en groupe.

S'adressant aux participants Kadidia Ledron, chef de l'Unité Suivi et Développement des Médias, « La Côte

d'Ivoire vous regarde, parce que le renforcement de la cohésion sociale exige votre implication sans faille », a-t-elle dit.

Le Secrétaire général de Préfecture, Tibet Robert Kouamé Bi est revenu sur les meurtrissures vécues par les populations de Duékoué lors de la crise post électorale. Il a donc appelé les participants à réapprendre à vivre ensemble pour que la cohésion sociale renaisse à Duékoué.

Pour sa part, le 5ème adjoint au Maire, Denis Badouon, a remercié les participants pour leur assiduité et l'ONUCI pour l'initiative de l'atelier. Il a exhorté, les participants à mettre en œuvre les recommandations qu'ils ont librement faites pour une sortie de crise définitive dans les régions du Guémon et du Cavally.

Ces recommandations de Duékoué ont porté notamment sur le fonctionnement, l'enrichissement et l'élargissement des médias du Cavally et du Guémon. Les professionnels des médias et la société civile, se sont engagés à travers les résolutions, à travailler étroitement pour le développement de ces deux régions.

Bakary Bakayoko, Malan Aka

# LES CARAVANES SCOLAIRES DE L'ONU CI :

## les d'élèves de Yamoussoukro, de Grand-Béréby, d'Akoupé et de Bouna s'engagent à promouvoir la paix et la réconciliation

Dans sa campagne de sensibilisation à la paix et la cohésion sociale, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) ne cible pas uniquement les adultes. Depuis 2005, la mission onusienne a entrepris de faire prendre conscience aux élèves des établissements secondaires de la nécessité d'avoir des comportements de nature à favoriser une coexistence pacifique dans le milieu scolaire, mais aussi dans la vie de tous les jours. Cette opération de plaidoyer dénommée la caravane scolaire a été déjà organisée dans plusieurs villes ivoiriennes.

Des milliers d'élèves qui se sont rassemblés à Bouna le 8 février et à Yamoussoukro, Grand Béréby et Akoupé, se sont donc engagés le 29 février, aux côtés de l'ONU CI à promouvoir la paix et à œuvrer pour la réconciliation.

A Yamoussoukro, le chef de la délégation de l'ONU CI, M. Kenneth Blackman, a estimé que « l'école en tant que lieu de socialisation par excellence est la plus belle expression de la diversité et du brassage. »

Le Préfet du département, André Ekponon ainsi que le Gouverneur du District de Yamoussoukro, le Dr. Augustin Thiam sont revenus dans leur adresse sur la nécessité pour les élèves de s'engager fortement pour la paix.

A Grand-Béréby, la journée d'échanges et de sensibilisation a mobilisé plus de 3000 élèves, dont l'objectif était de faire de l'école un facteur de paix, de cohésion sociale et de réconciliation.

Au nom des élèves, Hermann-Vallés Gnomblésson, en classe de première au Lycée Municipal de Grand-Béréby, a indiqué que la Caravane scolaire était un don de Dieu et venait à point nommé tant pour les élèves que pour les populations qui en avaient besoin après la fracture sociale qui avait suivi la période postélectorale.

Pour Yacine Fall, de la Section des Affaires civiles de l'ONU CI, la présence de l'ONU CI à Grand Béréby, témoigne du grand intérêt qu'elle accorde à cette localité en particulier et en général à la jeunesse de Côte d'Ivoire. « Les élèves de Grand-Béréby deviennent le centre d'intérêt pour la consolidation de la paix. Leurs défilés, activités et comportements au sein de leurs établissements doivent proscrire toutes formes de violence, d'où qu'elles viennent, physiques ou ver-



« Caravaniers » à Yamoussoukro © UN/ONU CI

bales», a dit pour sa part, Apollinaire Dabié Zigré, sous préfet de Grand-Béréby.

Pour le maire de la ville, Yabayou Gosso, toute action visant à promouvoir la paix et la réconciliation nationale était un espoir pour sa commune. Pour lui, la Caravane scolaire est une activité de sensibilisation salutaire pendant laquelle les élèves doivent rester attentifs pour en tirer le meilleur profit.

« La paix ne se donne pas, la paix ne se crée pas, la paix est une quête permanente, lente, longue et patiente, a estimé pour sa part, Karamoko Samassi, Proviseur du lycée municipal de Grand-Béréby.

A Akoupé, le chef du Bureau de l'Information publique de l'ONU CI à Adzopé, Brigitte Karekezi a estimé que la manifestation visait à consolider un environnement apaisé en milieu scolaire par des échanges directs sur les valeurs de la cohésion sociale entre les représentants des composantes de l'ONU CI et les élèves.

Pour sa part, le proviseur du Lycée moderne d'Akoupé Maïmouna Cissé a souligné dans son intervention que « l'école apparaît à nos yeux comme un des lieux privilégiés pour atteindre cet objectif. »

L'adjoint du Maire de la ville, Edmond Ohoueu Atsé, professeur au Lycée moderne d'Akoupé, a salué lors de la clôture de cette activité, la ferme volonté des élèves et des encadreurs à renoncer à la violence et à faire

la promotion de la paix totale pour la consolidation d'un environnement apaisé en milieu scolaire.

A Bouna, dans le nord-est ivoirien, la manifestation qui a eu lieu le 8 février 2012, a tenu le pari de la mobilisation. Plus d'un millier d'élèves y ont en effet pris part, aux côtés des représentants de l'ONU CI, des autorités administratives et des parents à une caravane scolaire.

Dans son adresse à la communauté scolaire, le représentant de l'ONU CI, Améga Akpédjé Yao a, pour sa part, indiqué que la cérémonie entre dans le cadre des activités de sensibilisation de la mission en vue d'inciter les populations à aller à la paix et à la cohésion sociale. S'adressant aux élèves, il leur a lancé : « Vous qui serez les adultes de demain, devez apprendre dès aujourd'hui à avoir une culture de paix. »

Quant au Préfet de Bouna, René Famy Kouamé, il a renouvelé son engagement et celui de la population de Bouna à travailler main dans la main avec l'ONU CI en vue de la préservation de la paix durable entre les communautés vivant durable dans sa localité.

Pour sa part, Désiré Ndagijimana du Bureau de l'Information publique de l'ONU CI a, dans son exposé consacré à la culture de la paix, invité les élèves à cultiver l'esprit de paix en milieu scolaire.

Synthèse Malick Faye

# JOURNÉES DE L'ONU CI :

## Sikensi célèbre la paix et la réconciliation

Sikensi, une ville située à 70 km d'Abidjan a accueilli du 22 au 24 février 2012, en présence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders, la 20e édition des Journées de l'ONU CI (JDO).

Pour le Porte-parole de l'ONU CI, Hama-doun Touré qui y a animé le point de presse hebdomadaire de la mission délocalisé pour la circonstance à Sikensi, la présence de M. Koenders vise à montrer aux populations de cette localité qu'il communité avec elles, mais surtout qu'il les convie sur la voie de la réconciliation nationale.

Ainsi, dès son arrivée dans la ville la veille, M. Koenders, après une séance de travail avec les autorités administratives, a posé la première pierre de deux préaux de la réconciliation au profit des populations autochtones et allogènes de Sikensi, dont la symbiose avait été mise à mal à la suite d'incidents survenus le 26 décembre 2011, qui avait entraîné des morts d'hommes.

Pour le maire de la ville, Faustin Abo, la construction des préaux qui va donner jour à ce qu'il a décrit comme la salle de réunion de la réconciliation. « L'ONU CI vient de poser un acte concret qui va dans le sens de la réconciliation et de la cohésion sociale », a-t-il dit.

En s'adressant jeudi 23 février 2012 aux populations de Sikensi, lors du forum, Le Représentant spécial a rappelé que la contribution de l'ONU CI visait à contribuer au processus de réconciliation nationale et au renforcement de la cohésion sociale. Il a réaffirmé la disponibilité de l'ONU CI à appuyer toutes les actions. « Ce qui aurait du être une banale rixe a

failli dégénérer en conflagration intercommunautaire, au risque d'embraser tout un département cosmopolite. Les autorités administratives, les élus et les chefs de communauté, avec l'appui de l'ONU CI, ont entrepris une médiation qui a porté ses fruits. Grâce à leur sagesse et leur engagement, ils ont réussi à contenir la situation. Aujourd'hui, il faut consulter les résultats de leur médiation et classer ce qui s'est passé au chapitre des feux à ne plus allumer », a-t-il lancé au public.

Le Ministre de la Salubrité Urbaine, Anne Ouloto, qui présidait la cérémonie, a in-

A l'issue du forum, M. Koenders a reçu un diplôme d'honneur pour sa contribution au retour de la paix en Côte d'Ivoire et a été fait chef traditionnel de Sikensi et baptisé Nanan Diby. Auparavant, dans la matinée, le chef de l'ONU CI, qui avait rencontré la communauté autochtone Abidji la veille, a rendu visite à la communauté malinké de Sikensi. Celle-ci lui a assuré que le pire était derrière et que des efforts étaient menés de part et d'autre pour retrouver la symbiose d'antan.

M. Koenders s'est ensuite rendu à l'hôpital de Bécédi, où il a procédé à la remise

de 100 kits gratuits d'accouchement, offerts par le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP). Un don identique a été effectué à l'hôpital de Sikensi où 300 kits de maternité ainsi que deux ventouses ont été offertes au moment même où deux parturientes sur la table d'accouchement attendaient du matériel alors que l'hôpital n'était pas en mesure d'honorer la gratuité des soins.

Et c'est avec le sport, facteur déterminant dans la cohésion sociale et la réconciliation

nationale que les JDO ont connu leur apothéose le 24 février. Bravant le soleil de plomb et la chaleur, les populations ont massivement pris part au cross populaire et aux compétitions de handball féminin et de football masculin.

Rappelons que ces JDO avaient débuté par une caravane scolaire avec la participation des élèves des différentes écoles de la ville et par des consultations médicales gratuites et des médicaments offerts par les bataillons malawite et béninois de la force qui ont pu prendre en charge environ 400 personnes.



Bert Koenders pose la première pierre du préau de la réconciliation © UN/ONU CI

Le Représentant spécial de l'ONU CI à poursuivre ses efforts en faveur de la paix et du raffermissement de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire, à travers les actions qu'elles mènent telles que consultations médicales gratuites, des caravanes scolaires, des rencontres avec les groupes cibles.

Lors des ateliers thématiques, les groupes cibles tels que les jeunes, les femmes, les chefs traditionnels, les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), la police et la gendarmerie, ont exprimé leur disponibilité à œuvrer pour la consolidation de la paix et le renforcement de la cohésion sociale.

Marie-Mactar Niang

# « LES NATIONS UNIES SONT DISPOSEES A AIDER LES AUTORITES DANS LA SECURISATION DU PAYS », déclare le conseiller militaire des Nations Unies en visite en Côte d'Ivoire

« Je m'efforce de m'assurer lors de mes visites que les forces qui sont présentes sont maximisées, qu'elles appliquent correctement le mandat qui leur est donné par le Conseil de sécurité », a estimé le Conseiller militaire des Nations Unies au Département de maintien de la paix de l'Organisation (DPKO) lors de son séjour en Côte d'Ivoire.

Selon le Général Babacar Gaye, après décembre 2010 et avril 2011, il était utile d'effectuer une nouvelle visite aux casques bleus déployés sur le territoire ivoirien et évaluer la situation.

Au sortir d'une rencontre avec Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders, le Général Gaye s'est dit satisfait de ce qu'il a observé sur le terrain. « J'ai constaté beaucoup de dévouement, une connaissance de la situation qui est appréciable, mais il y a toujours une place pour une amélioration, pour mieux utiliser les ressources et c'est à cela que je vais m'employer », a-t-il estimé.

Le Général Gaye, a en effet rendu visite le 4 février 2012, aux Casques bleus du 15ème contingent du bataillon marocain (MORBATT) basé à Duékoué, une localité située à 502 km à l'ouest d'Abidjan.

« Je sais ce qui s'est passé à Duékoué. Je suis venu faire le point sur le plan militaire avec le colonel Major Najib Batal », a indiqué le général Gaye, tout en notant que la région dont fait partie Duékoué, le Moyen Cavally, a été le plus grand champ de bataille pendant la crise postélectorale, en dehors d'Abidjan.



Le Général Gaye sur le terrain © UN/ONUCI

Le Général Gaye a ensuite poursuivi sa mission à Gagnoa où il a rencontré le bataillon nigérien.

A Yamoussoukro, le général Gaye a eu droit à une séance de briefing avec les bataillons pakistanais, sénégalais et égyptiens qui ont tour à tour présenté leurs missions, les entraves, les difficultés rencontrées au cours de leurs activités. Ces unités ont également présenté leur contribution aux élections présidentielles et législatives passées avant de présenter les perspectives.

A chaque étape de ces visites, un point sur le matériel, sur les hommes et sur les activités de ces différents contingents a été fait au Général qui était visiblement satisfait. « La force a du matériel en bon état et préparée à plusieurs situations.

Les unités présentes ont de bonnes disponibilités opérationnelles et les chefs comprennent bien leur mission », a-t-il ainsi déclaré après avoir rencontré les différents bataillons déployés dans la capitale politique ivoirienne

Profitant de ces rencontres avec les troupes de l'ONUCI, le Général Gaye n'a pas manqué de rappeler aux soldats onusiens que la discipline et le dévouement sont les deux choses essentielles qui sont attendues d'eux.

Enfin, le Conseiller militaire qui a rencontré les autorités ivoiriennes, avait déclaré tout au début de sa visite qu'il veillerait à leur réaffirmer la disponibilité des Nations Unies à « les aider dans leur travail de sécurisation de leur pays. »

RESOLUTION 1820 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

Ensemble disons **NON!**  
à l'impunité des auteurs d'actes de violences sexuelles

# LES ELEVES DES ECOLES DE KOKO ET DE NAO RETROUVENT LE SOURIRE GRACE A L'ONU CI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a procédé au mois de février 2012 à la remise des clés de nouvelles classes dans les écoles publiques des villages de Koko et de Nao. Les deux établissements ont été réhabilités par les casques bleus dans le cadre des Projets à impact rapide de la mission (QIP).

A Koko, la nouvelle école est l'œuvre du bataillon pakistanais (PAKBATT), basé à Bouaké. S'exprimant à cette occasion, le commandant du Secteur Est de l'ONU CI, le Général Nafis Afzal Satti a exhorté les élèves à veiller au bon usage de ce joyau, et à s'adonner entièrement à leurs études pour acquérir un bon niveau d'instruction.

« De cette manière, vous allez non seulement en bénéficier vous-mêmes et votre communauté, mais vous allez aussi contribuer à bâtir un avenir prospère pour la Côte d'Ivoire », a-t-il souligné.

Il a également recommandé le dévouement des professeurs et des parents pour que la Côte d'Ivoire puisse devenir une Nation qui produit des cadres de haut niveau. « Tout cela est primordial pour la réalisation des objectifs du maintien de la paix », a-t-il soutenu.

Pour le Secrétaire général de la Direction régionale de l'éducation nationale (DREN), Valère Touré, l'ONU CI à travers le contingent pakistanais, ne cesse de poser des actions positives en faveur des populations.

« L'école ivoirienne, à l'instar de la population en général, n'est pas sans savoir qu'à côté de vos missions militaires il y a un pan social et éducatif. En intervenant ici ainsi de façon active dans la redynamisation et la remobilisation de l'école en Côte d'Ivoire, vous contribuez au développement de notre pays. » a indiqué M. Touré



Salle de classe réhabilitée par l'ONU CI © UN/ONU CI

Construite en 1954, l'école primaire Koko 1A s'est détériorée au fil du temps par manque d'entretien. A travers ce projet, d'une valeur globale de 7,8 million de francs CFA, le contingent pakistanais de l'ONU CI a non seulement rénové l'école, mais aussi équipé les classes, réalisé l'extension des blocs sanitaires, amélioré la pelouse, électrifié les classes maternelles, rénové les deux petites chambres et refait le terrain de football pour enfants.

Le 13 février 2012, c'était autour du village de Nao de recevoir un bloc de trois classes et d'un bureau construit à l'école primaire de la localité par le bataillon ghanéen.

Au cours d'une cérémonie d'inauguration du bâtiment, le Général Nafis Afzal Satti a officiellement remis les clés au chef du village en présence d'autorités préfectorales et scolaires, ainsi que des résidents

de Nao.

Le directeur de l'école primaire de Nao, Konan Yao Claude, a exprimé sa satisfaction face au don de l'ONU CI. « Avec ce bâtiment, une ère nouvelle s'ouvre aux enfants de Nao. L'ONU CI, à travers ce don, vient de sauver des générations et des générations d'enfants du village de Nao », a-t-il ajouté.

Même son de cloche de la part du chef du village, Nana Kouadio Atta Yao, qui, au nom de la communauté de Nao, a exprimé sa gratitude à l'ONU CI et au bataillon ghanéen. « Ce don de l'ONU CI est une réponse favorable à l'appel du gouvernement ivoirien aux défis de la reconstruction » a-t-il dit, se réjouissant du fait que l'ONU CI venait de soulager la douleur des enfants qui étaient obligés de parcourir 10 km tous les jours pour aller à l'école du village voisin.

Prisca Soumahoro

## FRÉQUENCES ONU CI FM



ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1 • BONDOUKOU 100.1 • BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8 • BOUNDIALI 90.0 • DABAKALA 93.9 • DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6 • DAOUKRO 94.7 • DUEKOUÉ 91.1 • FERKESSEDOUGOU 104.4 • GAGNOA 91.4 • GUIGLO 93.7 • KORHOGO 95.3 • MAN 95.3 • ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3 • SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 • TOULEPLEU 93.7 • YAMOUSSOUKRO 94.4 • ZUENOULA 95.3



# CAN 2012

## L'ONU CI AUX CÔTÉS DES POPULATIONS DE LA CÔTE D'IVOIRE JUSQU'AU BOUT DE LA COMPÉTITION

Les lampions se sont éteints, le 12 février, sur la 28<sup>e</sup> Coupe d'Afrique des Nations de Football (CAN 2012) co-organisée, depuis le 21 janvier, par le Gabon et la Guinée-Equatoriale.

La Zambie l'a emportée sur la Côte d'Ivoire aux tirs au but (8-7) au cours d'une opposition qui aura tenu toute ses promesses. Du 21 janvier au 12 février, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a offert

des projections publiques aux populations de Côte d'Ivoire. Ces retransmissions des rencontres qui ont drainé entre 100 et 1000 personnes, suivant l'enjeu du match, ont été doublées de séances de sensibilisation à la culture de la paix, à la cohésion sociale et à la réconciliation nationale.

Le jour de la finale, l'ONU CI, en partenariat avec des autorités locales, municipales, administratives, des jeunes commu-

nales et avec l'appui de radios locales, a organisé ces plateformes de sensibilisation multiforme à Bangolo, Boundiali, Bondoukou, Daoukro, Divo, Djébonoua. La société civile, et les leaders des différents groupes-cibles, ont participé activement à cette activité, grâce à des messages visant à contribuer à la reconstruction de la Côte d'Ivoire.

Par exemple à Séguéla, le Préfet de région par intérim, Cyril Blaise Kouassi qui a présidé la cérémonie en présence d'une dizaine de sous-préfets de la région et du Secrétaire général de la préfecture de Mankono, a estimé que la projection des matches de la CAN par l'ONU CI a véritablement contribué à la promotion de la paix. Il a également appelé la population de la ville à maintenir son dynamisme pour la même cause. Même ambiance à Yamoussoukro où l'ONU CI avait à ses côtés le maire de la ville, les préfets de la région des Lacs et d'Attégoukro, le Vice-gouverneur du District et la Directrice régionale des sports.

L'art s'est également invité dans la recherche de la paix comme à Issia où des sketches invitant à la réconciliation et au pardon ont été exécutés par des troupes théâtrales de certains quartiers de la ville. A Man, la mairie s'est également énormément impliquée.

La défaite des Eléphants à certes ébranlé les supporters. Un peu partout, il y a eu de la peine, mais en dépit de cette énorme déception, les Ivoiriens ont privilégié le fair-play, en salué la victoire des Chipolopolos de Zambie. Cette attitude toute sportive s'est confirmée le 13 février par l'accueil triomphal réservé par la population aux Eléphants à leur retour à Abidjan.

Pour sa part, l'ONU CI sera restée jusqu'au bout aux côtés des populations, les responsables de la Mission ont voulu faire comprendre que le sport, par les valeurs qu'il prône, peut contribuer à la réconciliation nationale et conduire à une paix durable. Rendez-vous est pris pour 2013 avec la consolidation de la paix.



La CAN à Issia © UN/ONU CI



Supporters chantant l'Abidjanaise © UN/ONU CI

Eliane Hervo-Akendengué